

Mars 2020 : la date où l'industrie pharmaceutique aura définitivement supplanté la médecine...

Les mois écoulés auront vu le monde vaciller devant une épidémie respiratoire virale d'un ordre de grandeur pourtant habituel, avec des réactions sanitaires, sécuritaires et politiques sans précédent. Si, étant donné les incertitudes qui existaient quant à la gravité de la Covid-19, ces réactions ont pu sembler justifiées dans un premier temps, il a vite été évident que ce n'était pas le cas. Les autorités (OMS et gouvernements occidentaux en particulier) ont surréagi d'une manière terriblement destructrice à long terme pour nos sociétés.



Les données sont pourtant apparues très tôt : dès le début du mois d'avril, l'équipe du P^r Ioannidis de l'Université de Stanford montrait que la contagiosité et la létalité (nombre de décès en rapport du nombre de personnes infectées) réelles de la Covid étaient du même ordre que ce que l'on connaît année après année avec la grippe. Que la plupart des personnes infectées ne s'en rendaient même pas compte tant le virus est habituellement bénin! Que les victimes enfin avaient une moyenne d'âge alignée sur l'espérance de vie, pays par pays. Et que donc il n'y aurait tout simplement pas de surmortalité particulière en 2020 dans nos sociétés.¹

On a pourtant imposé un confinement autoritaire, violant évidemment de nombreux droits fondamentaux, au motif que c'était absolument nécessaire pour limiter les dégâts. Décision purement et simplement erronée : les pays ayant connu les plus forts taux de mortalité sont ceux qui ont confiné le plus strictement. Une étude anglaise vient de montrer que les 2/3 de la surmortalité pendant la période en question avaient en fait eu d'autres causes que la Covid, en particulier le manque de soins pour les personnes souffrant de maladie grave.² Soit des décès qui ont été majoritairement la conséquence des mauvaises réponses sanitaires.

Des pays ayant peu ou pas confiné (comme la Hollande, la Suède ou la Suisse) ne se sont pas moins bien tirés d'affaire que la France, l'Italie et l'Espagne – bien au contraire. Les conséquences à long terme de la panique et de la dérive autoritaire qui se sont emparées de nos gouvernements s'annoncent en revanche terrifiantes : le PIB a chuté de près de 14% en France au 2^e trimestre 2020,³ les faillites de commerces, d'indépendants et de PME sont à prévoir par centaines de milliers. Alors que le nombre de décès attendus en Grande-Bretagne comme conséquence du confinement est évalué à plus de deux-cent-mille (manque de soins, précarisation et suicides principalement), soit bien plus que ce qu'il aurait hypothétiquement permis de sauver.⁴

¹J. P. A. Ioannidis, C. Axfors & D. G. Contopoulos-Ioannidis, *Population-level Covid-19 mortality risk for non-elderly individuals overall and for non-elderly individuals without underlying diseases in pandemic epicenters*, [Environmental Research](#), Volume 188, septembre 2020, 109890.

² S. Griffin, *Covid-19 : «Staggering number» of extra deaths in community is not explained by Covid-19*, *BMJ* 2020, 369:m, 1931.

³ Au deuxième trimestre 2020, le PIB se contracte de 13,8%, INSEE, 31 juillet 2020.

⁴ S. Knapton, *Lockdown may cost 200,000 lives, government report shows*, *The Telegraph*, 19 juillet 2020.

Seuls prospèrent de manière presque obscène en ces temps tragiques les GAFAM et les sociétés pharmaceutiques!

A l'origine de ce désastre, on trouve un phénomène qui, s'il devient à peu près apparent pour tout le monde, requiert tout de même quelques clés de lecture. Même s'il s'agit d'une «vérité embarrassante», cela fait longtemps que le constat a été posé du pouvoir démesuré de l'industrie pharmaceutique, qui détermine depuis deux décennies au moins les politiques sanitaires des états. Les études qui en attestent et les prises de position visant à alerter les populations sont si nombreuses que l'on a l'embarras du choix.⁵ Le centre d'éthique de l'Université de Harvard le résume fort simplement sous le concept de «corruption systémique» :

*L'industrie pharmaceutique a corrompu la pratique de la médecine par son influence sur le développement des médicaments, la manière dont ils sont testés et la création de connaissances médicales (...) L'industrie a exigé des délais d'examen moyens plus courts et, avec moins de temps pour examiner minutieusement les preuves, il en est résulté une augmentation des hospitalisations et des décès. La satisfaction des besoins des entreprises pharmaceutiques a pris le pas sur la satisfaction des besoins des patients. Si cette corruption des intentions réglementaires n'est pas inversée, la situation continuera à se détériorer.*⁶

Ces industries (et donc les autorités qu'elles ont sous leur influence) n'ont depuis longtemps plus la santé de la population comme priorité mais les perspectives de profit qu'elles peuvent tirer de ses problèmes de santé.

Je pense que toute personne un peu capable de penser aura été choquée de la déposition d'Agnès Buzyn, ancienne ministre de la santé, devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Interrogée sur l'inscription soudaine au mois de janvier de l'hydroxychloroquine [HQ] au tableau des substances vénéneuses, elle pataugea à travers différents trous de mémoire pour finalement énoncer



que la raison en était que «les Français consomment en général trop de médicaments». Et donc que, suite à la réception d'une note de ses services, elle avait décidé de ce changement pour un des remèdes les plus sûrs de toute la pharmacopée!

Elle aurait pourtant eu l'embarras du choix, puisque des milliers d'autres médicaments avec des profils de risque plus élevés auraient pu être reclassés pour la même cause. Par le plus grand des hasards sans doute, son choix est justement tombé ce jour-là sur un produit qui avait déjà fait ses preuves in vitro contre le premier Sars en 2005,⁷ et que même le CEO de Novartis considérera à la fin du mois de mars comme le médicament le plus prometteur face à la Covid!

On apprend ensuite que ce changement avait en fait été effectué... à la requête expresse du laboratoire pharmaceutique Sanofi : «Le classement de l'hydroxychloroquine parmi les "substances vénéneuses" est l'aboutissement d'une démarche lancée il y a plusieurs mois par Sanofi, l'entreprise fabriquant le Plaquenil, seul médicament contenant de l'hydroxychloroquine disponible en France.»⁸

⁵ Elles sont décrites en détails dans mon livre *Covid : anatomie d'une crise sanitaire* aux Editions Humensis, mai 2020.

⁶ *Institutional Corruption of Pharmaceuticals and the Myth of Safe and Effective Drugs*, *Journal of Law, Medicine and Ethics*, 2013, Vol. 14, No. 3: 590-610.

⁷ M. J. Vincent, S. T. Nichol et al., *Chloroquine is a potent inhibitor of SARS coronavirus infection and spread*, *J. Virol*, 22 août 2005, 2:69.

⁸ F. Leboucq, *Covid-19 : la délivrance d'hydroxychloroquine est-elle de nouveau autorisée?*, Libération/CheckNews.fr, 23 juillet 2020.

Comprenons-nous bien : l'état de corruption systémique rappelé plus haut est tel qu'une compagnie pharmaceutique peut en effet, sans raison médicale ou pharmacologique valable, obtenir qu'un ministre change le classement d'un médicament au moment même où il peut s'avérer salvateur!

La suite nous la connaissons : alors que les premiers essais cliniques à travers le monde commençaient à suggérer fortement l'efficacité de l'hydroxychloroquine (en combinaison avec l'azithromycine) en début d'infection, la plupart des gouvernements occidentaux, dont la France, interdirent sa prescription aux médecins libéraux. Les privant de manière scandaleuse de la possibilité de soigner leurs patients et donc aux malades de la Covid de celle de se faire soigner, au motif que l'efficacité du remède n'était pas absolument «prouvée».

Cette excuse-bidon fit mouche, et en vint même à empoisonner le débat public alors que la question n'est absolument pas là : les médecins disposent de la prérogative et du droit inaliénable de prescrire en leur âme et conscience le traitement qu'ils estiment convenir à leurs patients. Depuis la loi Kouchner, toute décision est prise conjointement par un médecin et son patient, le premier devant expliquer au second les options possibles, avec leurs risques et bénéfices respectifs, avant que le patient ne donne son «consentement libre et éclairé» à l'option retenue.

Nulle part n'est-il prévu que l'état soit partie prenante de ce choix du traitement! Les prescriptions «hors autorisation de mise sur le marché (AMM)», soit hors des indications reconnues pour un médicament en particulier, sont monnaie courante et c'est à chaque médecin de prendre ses responsabilités en la matière.



Nous eûmes droit dans la foulée à trois campagnes médiatiques insensées (que j'ai annoncées à mes lecteurs avant même qu'elles n'arrivent tant elles sont logiques dans une perspective de criminologie sanitaire) : la première vague, reprise par l'ensemble des médias installés, faisant croire à une dangerosité soudaine de l'HQ, alors que ce remède a en sa faveur 65 ans de pharmacovigilance attestant de son extrême sécurité.

Une fois cette intox ventilée, on eut droit à une volée d'études bidon, falsifiées, parues pourtant dans les plus prestigieuses revues médicales et faisant croire à l'inefficacité de l'hydroxychloroquine par une diversité de procédés crapuleux : données fictives ou invérifiables, prescription tardive alors que le remède n'a plus d'efficacité à ce stade et même (dans le cas de *Recovery*) doses toxiques données au stade terminal de la maladie, ce qui relève d'une pratique criminelle.

L'OMS et maints gouvernements ayant sauté sur l'occasion pour entériner la prohibition définitive de l'HQ, il resta un travail de diffamation à faire pour passer sous silence les nombreux essais cliniques positifs : une compilation de soixante-cinq études – dont trente-neuf «revues par les pairs» (*peer-reviewed*) – conclut pour 75% d'entre elles à une efficacité de l'HQ, dont 100% des études portant sur la prescription précoce comme préconisée à l'IHU de Marseille!⁹

Dernier clou au cercueil, on vit même mise en œuvre la censure pure et simple des médecins qui osaient attester de leur expérience clinique positive. Censure conduite en France par l'Ordre des médecins, poursuivant des praticiens qui avaient osé témoigner que des patients avaient eu le toupet de guérir,¹⁰ et internationalement par les Facebook, Twitter et autres Youtube, se portant gardiens du

⁹ [Global HC Q studies, PrEP, PEP, and early treatment studies show high effectiveness, while late treatment shows mixed results.](#)

¹⁰ Dr J.-J. Erbstein, *Je ne pouvais pas les laisser mourir! : Le cri d'un généraliste en guerre*, Editions JDH, juin 2020.

temple du «scientifiquement correct» dans ce qui s'apparente bien à une hallucinante prise de pouvoir sans garde-fous.

Commentant dès le mois de mai la censure d'articles scientifiques contestant les positions de l'OMS sur les réseaux sociaux comme dans certaines revues médicales, un des meilleurs épidémiologistes au monde, le P^r Peter Gotzsche, avait écrit ceci : «*Quand un article honnête et informé sur un problème majeur de santé se trouve censuré au simple motif qu'il serait "contraire aux recommandations autorisées"*, nous n'avons pas seulement contracté un virus chinois. Nous avons aussi attrapé une censure de style chinois. Est-ce ce que nous voulons?»¹¹

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Et alors que l'épidémie n'existe plus (au sens que l'on donne à ce terme en épidémiologie) depuis le mois de mai, que le nombre d'hospitalisations et de décès dus à la Covid n'a cessé de baisser, que le virus a perdu (comme il est naturel au bout de quelques mois) l'essentiel de sa virulence, qu'il apparaît que la majorité de la population est déjà naturellement immunisée¹² et que des pays comme la Suède (qui n'a jamais confiné ni exigé le port du masque) arrivent eux aussi à une mortalité zéro¹³, les autorités et les médias français continuent leur propagande anxieuse insensée.

Le port du masque est infligé jusqu'en plein air alors qu'au plus fort de l'épidémie, on nous assénait, menaces de sanctions à l'appui, qu'il ne servait à rien! Rappelons au passage que la Hollande et les pays scandinaves viennent quant à eux de refuser de l'imposer étant donné l'absence de données scientifiques probantes en faveur de cette mesure.



On apprend dans le même temps (tiens, tiens) que l'Union européenne vient de précommander trois-cents millions de doses d'un vaccin anti-Covid à l'efficacité hautement spéculative. Un vaccin à ARN messager (produisant une modification du génome des vaccinés), une nouvelle technologie que l'on n'a encore jamais essayée sur l'être humain et qui présente des risques potentiels élevés. Avec l'autorisation de contenir des OGM¹⁴ dans le cadre d'une procédure de mise sur le marché accélérée allégeant plusieurs étapes de sécurité...¹⁵ assortie d'ores et déjà de dispositions d'exception garantissant l'impunité aux fabricants en cas d'effets secondaires dommageables!¹⁶

Il ne reste plus pour bien comprendre qu'à lire le nom de l'heureux élu à qui cette précommande a été adressée. Sans surprise, il s'agit évidemment de *Sanofi*, ce même laboratoire qui a obtenu d'Agnès Buzyn que l'hydroxychloroquine soit inscrite au tableau des substances vénéneuses au mois de janvier. Débouchant sur l'interdiction du seul remède à l'efficacité démontrée contre la Covid, peu importe le nombre de décès qui auraient été évitables.

¹¹ P. Gotzsche, *Coronavirus-pandémien : kan vi gøre det bedre?*, 1^{er} mai 2020.

¹² O. Philippe-Viela, *La moitié de la population posséderait une immunité au Covid-19 pré-existante*, L'Express, 30 juillet 2020.

¹³ N.d.l.r. : Au 29.10.20, la Suède a enregistré 5'927 décès, soit 586 / 1 million de population. (Chiffres : *Worldometer*).

¹⁴ *Coronavirus – Dérogation pour les essais cliniques Covid-19 avec des médicaments contenant des organismes génétiquement modifiés ou consistant en de tels organismes*, agence fédérale des médicaments et des produits de santé (Belgique), 30 juillet 2020.

¹⁵ *Stratégie de l'Union Européenne concernant les vaccins contre la Covid-19*, Commission européenne, 17 juin 2020.

¹⁶ L. Burger & P. Aripaka, *AstraZeneca to be exempt from coronavirus vaccine liability claims in most countries*, Reuters, 30 juillet 2020.

Dans un rapport datant de 2005, mais toujours ô combien d'actualité hélas, la Chambre des Communes du Parlement britannique indiquait :

«L'industrie pharmaceutique trahit systématiquement ses responsabilités à l'égard de la population et des institutions. Les grandes firmes se sont de plus en plus focalisées sur le marketing, bien plus que sur la recherche, et elles exercent une influence omniprésente et persistante, non seulement sur la médecine et la recherche, mais sur les patients, les médias, les administrations, les agences de régulation et les politiques. (...) Elle est maintenant hors de tout contrôle. Ses tentacules s'infiltrent à tous les niveaux. Il faut lui imposer de profonds changements.»¹⁷

L'ancien rédacteur en chef du *British Medical Journal*, commentait quant à lui ainsi en 2013 un livre de Peter Gotzsche comparant l'industrie pharmaceutique à la mafia :

«Certaines personnes, peut-être beaucoup, pourront être rebutées par l'insistance de Peter à comparer l'industrie pharmaceutique à la mafia, mais ceux qui se détournent du livre manqueront une occasion de comprendre quelque chose d'important sur le monde. Il est en effet effrayant de voir combien de similitudes il y a entre cette industrie et la mafia. La mafia gagne des sommes d'argent obscènes, tout comme cette industrie. Les effets secondaires du crime organisé sont des meurtres et des morts, et les effets secondaires sont les mêmes dans cette industrie. La mafia corrompt les politiciens et autres, tout comme l'industrie pharmaceutique...»¹⁸

Que l'audition d'Agnès Buzyn n'ait entraîné ni la chute du gouvernement ni l'arrêt immédiat de cette manipulation à large échelle ne nous rassure vraiment pas quant à la déliquescence de nos «démocraties» et leur dérive évidente vers une dictature sanitaire à profit capitalistique.

Médecins et patients se seront retrouvés pieds et poings liés, trahis par leurs gouvernements, dans ce sombre moment qui restera dans l'histoire comme celui où l'industrie pharmaceutique et la corruption systémique qu'elle déploie auront définitivement supplanté la médecine.

Jean-Dominique Michel

Source : Site internet le-blog-sam-la-touch.over-blog.com – 05.08.20

Mise en forme : APV

Date de parution sur www.apv.org : 31.08.20 / Mis à jour le 29.10.20

¹⁷ *The Influence of the Pharmaceutical Industry, House of Commons Health Committee, Vol. 1, 22 mars 2005.*

¹⁸ Richard Smith, *Is the pharmaceutical industry like the mafia?*, *The BMJ Opinion*, 10 septembre 2013.